

Les Ateliers de la Fondation

Discours de Mme Christiane Taubira

Dimanche 25 novembre 2018 - Maison de la Chimie

© C. Taubira / MMETA

« Qui et quels nous sommes ? Admirable question !
Haïsseurs. Bâtitseurs. Traîtres. Hougans. Hougans surtout.
Car nous voulons tous les démons
Ceux d'hier, ceux d'aujourd'hui,
Ceux du carcan, ceux de la houe,
Ceux de l'interdiction, de la prohibition, du marronnage,
Et nous n'avons garde d'oublier ceux du négrier...
Donc nous chantons. »

« Nous chantons des fleurs vénéneuses éclatant dans des prairies furibondes ;
Les ciels d'amour coupés d'embolie ; les matins épileptiques ; le blanc embrasement de
sables abyssaux, les descentes d'épaves dans les nuits foudroyés d'odeurs fauves.
Qu'y puis-je ?
Il faut bien commencer.
Commencer quoi ?
La seule chose du monde qu'il vaille la peine de commencer :
La fin du monde, parbleu »

Jacques Martial, comédien et président et directeur du Mémorial Act n'est pas le seul dans
l'assistance à avoir reconnu Aimé Césaire, « Cahier d'un retour au pays natal » avec une in-
cise du « Manifeste littéraire ». Qui et quels nous sommes ? Quel monde ? Quelle fin de
monde ? A quel monde devons-nous mettre fin ?

Au monde des enclaves.

Les chercheurs dans leur tour de savoir.

Les militants, les militantes dans leur impatience de vouloir.

Les institutions dans leur froideur et leur lenteur.

Les individualités dans leur splendeur.

Les artistes dans leur clairvoyance et leur génie.

Alors personne ici n'en prendra ombrage car si vous êtes là, c'est justement parce que vous
refusez les enclaves, vous refusez d'être isolés, vous refusez de ne pas dialoguer avec
l'autre, avec les autres, de ne pas entendre les autres.

Mais ce sera un grand défi pour la Fondation de créer ces passerelles, de permettre ces dialogues, y compris les dialogues de sourds, y compris quand il sera difficile, impossible de s'entendre et de se comprendre. Mais si nous en sommes là aujourd'hui, c'est grâce à tous, c'est grâce à toutes, aux chercheurs et leur savoir mis à disposition, aux militantes et aux militants de la mémoire avec leurs impatiences et leurs vouloir, aux institutions quand même un petit peu quand on arrive à les bousculer, aux individualités qui mettent leur notoriété au service de ces causes, et puis aussi, bien entendu à nos artistes, femmes et hommes, dans toutes les formes d'expression artistique et culturelle.

Il m'arrive, et j'aime à le répéter, de dire que nous savons tous. Nous savons tous. Il reste peut-être, et sans doute, encore des choses à découvrir. On s'en rend compte lorsqu'on croit avoir épuisé un sujet, avoir exploré jusqu'au tréfonds toute sa dynamique, ses contradictions, ses liens, il y en a un autre qui surgit et voilà ce que les chercheurs appellent les impensés, les angles morts et, puisque Pascal Blanchard est dans la salle, ils ont trouvé un angle mort récent de la période, de l'autre période avec, voilà, sur le sexe, au temps des colonies, « Sexe, race et colonies ».

Donc il reste encore des choses à découvrir, à explorer. Mais nous savons beaucoup, beaucoup, beaucoup de choses grâce au savoir édifié, construit, élaboré, affiné, par les chercheurs femmes et hommes. Et pas seulement en histoire : les sciences humaines, les sciences de l'homme, les sciences de la nature nous ont permis de contredire, de vérifier, de prolonger, de prospecter, dans le détail et dans la précision.

Et nous savons tous cela aussi, grâce aux militantes et aux militants de la mémoire, parce que les chercheurs travaillent, parfois sous pression, et parfois sous pressions de la société, de la société civile, de la société organisée et des fleurons de la société civile organisée, c'est-à-dire ces militantes et ces militants de la mémoire. Et il y a bien des travaux qui ont été élaborés, initiés d'abord, introduits, élaborés grâce à la mobilisation de ces militantes et de ces militants de la mémoire. Des axes ont été explorés particulièrement, parce que des militantes et des militants, qu'on a parfois accusés de propager des faits imprécis, inexacts, mais qui de bonne foi les exposaient parce que c'est ceux dont ils disposaient. Et, de les avoir exposés, de les avoir diffusés, de les avoir disséminés dans nos sociétés. Tout cela a conduit des chercheurs à se saisir de ces angles-là, de ces aspects-là, ces sujets-là en particulier. Il y a donc un rapport dialectique entre tous ces travaux de recherche quelque soient les disciplines, et la mobilisation active, l'engagement dans la société.

Il n'y a donc pas lieu de prendre ombrage de mon appel à quitter ce monde d'enclaves, mais il y a lieu d'avoir conscience qu'il existe encore ce monde d'enclaves, et que nous devons casser les parois qui séparent les uns des autres, et c'est un des grands défis de la Fondation.

J'avais prévu de tenir devant vous un discours – discours, oh je n'aime pas le mot discours – de m'adresser à vous sur un ton solennel pour clôturer ces travaux. Parce que le sujet appelle de la solennité, il nous intime de nous poser, parfois de baisser le ton pour nous faire mieux entendre. Et puis, depuis que je suis là ce matin, il y a dans cette assistance tellement de vie, tellement de vitalité, tellement d'impatience, un tel sentiment d'urgence, que j'ai décidé de troquer ce que j'avais construit dans ma tête en solennité, pour vous parler de ça. Depuis ce matin, à vous écouter, voilà ce qu'est devenu ma page de cahier, et je crois que cette page témoigne de ce qui a surgit de l'assistance aujourd'hui : des approches différentes qui se croisent, qui reviennent, des réminiscences, des récurrences, des rémanences, une exigence d'être entendu, que les aspects qui nous tiennent à cœur et qui n'ont pas reçu encore de réponse soient entendus, soient proférés. Alors plutôt que cette parole solennelle, c'est la mienne, elle s'élève parmi les vôtres, elle essaie de prendre place au milieu des vôtres, elle ne surplombe pas vos paroles à vous. Alors plutôt que cette parole solennelle que j'avais construite dans ma tête, je veux revenir sur les sujets essentiels que vous avez abordés aujourd'hui.

D'abord, peut-être une belle surprise d'ailleurs, j'ai entendu « notre Fondation », je crois que l'appropriation est essentielle. « Notre » Fondation, il faut que, seconde après seconde, celles et ceux qui feront vivre cette fondation aient conscience qu'elle *vous* appartient, qu'elle *nous* appartient, et que cette fondation fera sens si elle habite ce que Césaire encore appelait « notre nous furieux », « Vent enveloppe moi jusqu'à ce nous furieux ».

Une appropriation qui me paraît essentielle, c'est la condition pour que cette fondation ne soit pas juste une étape supplémentaire, mais qu'elle devienne un moment. Qu'elle devienne un *moment*. Non pas un moment figé, mais un moment qui tranche avec tout ce que nous avons fait jusqu'alors et tout ce que nous connaissons, sinon elle ne sera qu'une étape de plus, et nous, en tant que génération, nous aurons échoué si nous laissons les choses en l'état, tel que la Fondation ne soit qu'une étape de plus. Donc cette appropriation me paraît d'excellente augure, et la promesse que nous serons dedans, dehors, au-dessous, au-dessus mais d'une vigilance sans faille.

Ensuite, je voudrais vous inciter à savoir reconnaître les victoires et à nous en délecter. Lorsque nous remportons une victoire, reconnaissons-la, proclamons-la. D'abord parce que ça fait du bien, ensuite parce qu'elle nous permet, cette victoire, de nous arc-bouter pour en exiger d'autres, pour livrer les combats qui viennent.

Un exemple est revenu ce matin encore lors des restitutions d'atelier, et je veux saluer toutes ces personnes qui, non seulement, ont travaillé dans les ateliers, mais qui ont été chargées de les restituer. Comme disait Françoise Vergès, c'est inévitable, évidemment, la personne qui restitue ne peut pas refaire l'intégralité de l'atelier, donc c'est, par nature, un exercice frustrant, mais il est revenu la question des dates dans le territoire des Outre-mer. Mais ça, c'est une victoire remportée ! D'abord la loi de 1983, lois, décrets, ordonnances de 83, c'était

l'aboutissement de combats, c'était une victoire en soi. C'est une génération qui, dans nos territoires, a bataillé, a exigé, a agi avant les textes, et a obtenu que légalement les dates choisies collectivement du terrain, par nous-même, chacune, chacun, dans nos vies collectives et sociales, que les dates choisies, là, chez nous, soient reconnues et officialisées. Ça, c'est une grande victoire de cette génération. Et dans la loi de 2001, cette victoire a été actée, elle a été ancrée, puisqu'un article dit bien que la date du 10 mai sera commémorée au cœur de la République, sans préjudice des dates définies dans les départements d'Outre-mer. Donc lorsqu'il y a des victoires comme ça, il faut les proclamer ! Sinon on croit que nous sommes d'éternels vaincus, que nous portons des échecs comme une malédiction – celle de Cham.

Donc gargarisons-nous de ces victoires, parce que, aussi, elles font hommage à celles et à ceux qui ont livré ces batailles, et qui, parfois, lorsqu'ils avaient, de lassitude, décidé de passer à autre chose, ont constaté que la génération suivante a pris le relais. Le fruit était mûr, et la génération suivante, avant même d'avoir déployé ses propres talents et ses propres capacités, a recueilli le fruit de ces victoires, donc il nous faut le rappeler et de façon régulière. De même qu'il nous faut rappeler aussi ce qui a été fait. Des choses ont été faites, et si nous ne le rappelons pas, nous contribuons à l'oubli de ce qui a été fait, à l'indifférence, aux abandons.

Dans les années qui ont suivi l'adoption de la loi de 2001, il y a eu le respect de l'article 2 sur l'obligation d'enseigner cette histoire à tous les niveaux. Il y a eu chaque année un rapport qui faisait le point de l'état d'enseignement de cette histoire dans les établissements scolaires. Et puis, lorsqu'au bout de 5 ans, lorsqu'il n'y a plus eu de rapport, eh bien on constate aujourd'hui que l'enseignement est de plus en plus dispersé, ténu et même carrément absent. Ça c'était une victoire, rappelons-la, proclamons-la, et exigeons qu'elle perdure.

Je voudrais revenir aussi sur un point qui a été, qui est important, qui est par nature important et qui a été rappelé avec importance encore ce matin, c'est la question du statut de victime. Alors, nous avons entendu récemment encore, enfin les dernières interventions, et à la tribune : attention à ne pas être enfermé dans un statut absolu, total, de victime. Oui attention, et je dirais moi personnellement que, lorsque des associations structurées, volontaires, déterminées, ont choisi pour axe central de leur combat la reconnaissance de l'état des victimes, de victime des personnes qui ont été réduites en esclavage, par tempérament, par choix de vie, par éthique personnelle et par conception d'un devoir au nom de la visibilité, j'ai considéré, moi, qu'il était hors de question pour moi de conforter l'idée que ces millions de personnes, qui ont traversé pendant quatre siècles cette transformation en marchandise, cette réification, ces humiliations permanentes et qui ont montré à quel point elles portaient haut la conscience de leur propre humanité, qu'il était hors de question que moi je conforte qu'elles soient réduites à l'état de victime.

Je le dis et je le dis pour les raisons que je viens d'évoquer, j'ajoute néanmoins qu'il y a un courage considérable, *considérable*, à poser que ces personnes étaient des victimes, et que ce combat qui a été mené, qui a donné des résultats, on a salué le CM 98 dont le président est là, je le salue et je salue avec plaisir les militantes et les militants de CM 98, il y a un courage considérable à dire oui, le marronnage est très réconfortant pour nous, il est très stimulant parce qu'il dit notre courage, il dit notre force, il dit l'aptitude que ces personnes ont eu à accepter le risque d'être tuées mais à refuser que leur liberté leur soit niée. Oui il y a cette gloire-là à porter et c'est un héritage sans doute très très puissant, très stimulant, très mobilisateur et très valorisant surtout et que le statut de victime oui, il dit qu'il y en a qui étaient courbés, qu'il y en a qui en sont morts, qui sont morts sur les plantations, qu'il y en a qui n'ont pas trouvé le chemin de l'évasion ou parfois de la résistance.

Oui il y a un courage considérable à dire que toutes ces personnes ont été victimes, mais pas victime point à la ligne ! Victime d'un système d'Etat, victime d'une coalition de puissances monarchiques qui ont mis en œuvre tous leurs savoirs, tous leurs moyens, toutes leurs techniques de l'époque, toutes leurs relations diplomatiques, toutes leurs ambitions, tous leurs intérêts pour écraser des personnes en individualité, non pas des armées face à eux, mais des personnes en individualité et des personnes prises par trahison, des personnes délibérément détruites, y compris pour l'exemple.

Il y a à dire oui toutes ces personnes réduites en esclavages ont été des victimes, point, et des victimes, point-virgule: victimes de ces coalitions monarchiques européennes et de ces collusions d'intérêt. Alors oui saluons les victimes, saluons nos ancêtres victimes, mais j'entends ces fleurs vénéneuses éclatant dans des prairies furibondes. Oui nous avons résisté, oui au quotidien elles et ils ont dit: vous pouvez dire que je suis un meuble, vous pouvez dans vos livres de compte m'aligner avec le cheptel, vous pouvez nous violer, nous les femmes, mais nos corps vous résistent, parce que nos têtes et nos âmes ne vous appartiennent pas . Oui vous pouvez dédaigner l'humanité que nous portons en nous, mais c'est nous qui allons vous sauver, parce qu'en faisant résistance, parce qu'en montrant que cette humanité est invincible et indestructible, nous vous sauvons, vous, de votre inhumanité.

Alors oui chantons ces fleurs vénéneuses, ces femmes qui avortent pour ne pas fournir des enfants aux plantations et aux habitations, ces femmes qui empoisonnent parfois, ces hommes qui incendient, qui empoisonnent le bétail et des femmes qui parfois empoisonnent les maîtres. Oh oui la morale, mais que ce joue-t-il à ce moment-là dans ce système d'absolue violence ?

Alors oui, nos ancêtres furent des victimes, honorons-les, inclinons-nous, mais oui nos ancêtres furent aussi celles et ceux qui ont fécondé le monde contemporain. Le monde contemporain ! Je parle du monde. Je parle de toutes les sociétés humaines, les sociétés européennes, les sociétés américaines, sud et nord, les sociétés caribéennes, les sociétés africaines, les sociétés asiatiques aussi, parce que, dans ce grand maelström, vous savez

que l'Asie a été prise par les engagés, les coolies, et que dans nos pays, dans nos sociétés, dans nos terres, se retrouve le nectar de ce tout que les femmes et les hommes du monde ont inventé, ont créé, que ce soit les langues, que ce soit les religions syncrétiques, que ce soit la gastronomie, que ce soit les danses, que ce soit les chants, que ce soit les explications de l'univers, que ce soit la connaissance des plantes, que ce soit les méthodes de guérison, que ce soit les techniques de pêche, de chasse, d'agriculture. C'est là, dans ces rencontres, de langues, de vocabulaires, de structures, dans ces rencontres de croyances, dans ces rencontres de « Comment mange-t-on ? Qu'est-ce qu'on aime manger ? Qu'est-ce qu'on ajoute au plaisir du palais ? » Ah les délices de l'odorat... c'est là que tout cela a été inventé, c'est dans ces lieux-là. Y a-t-il plus humain que cela ? Est-il possible d'être plus humain que cela ? Voilà nos victoires ! Elles sont immortelles, elles sont éternelles.

Alors il faut que nous sachions dire aux sociétés contemporaines, et à la société française : oui ce patrimoine est là. Il vous irrigue depuis longtemps. Il nous irrigue depuis longtemps. Oui ce patrimoine est là. Il est consubstantiel à l'identité française, qui est une identité plurielle, et il faut l'assumer cette identité plurielle. Ce « nous furieux », il faut qu'on les aide à comprendre de qui il s'agit, quelles sont les tornades qui l'habitent et qui font que nous sommes à ce point chargés de vitalité, et définitivement in-vin-ci-ble.

Il nous faut apprendre à vivre nous-même aussi nos identités individuelles plurielles. Il nous faut consentir à des appartenances multiples. Il nous faut admettre que nous sommes face à plusieurs loyautés et trouver le modus vivendi entre nos loyautés, et c'est ainsi que nous grandissons individuellement et collectivement. Oui nous sommes pluriels, et c'est notre puissance. Le monde tout entier vibre en nous, et nous sommes connectés par la fréquence de la mémoire et de l'histoire à la totalité du monde. Et c'est la plus grande force de la société française. Et si elle en est consciente, et c'est une de nos missions de la rendre consciente de cela, cette force que lui apporte cette histoire monstrueuse, cette force peut la rendre elle aussi invincible, et l'aider à se défaire de ses peurs complètement irrationnelles, mortifères, la peur de l'autre, la peur du différent.

Le différent, qu'est-ce que c'est ? Edouard Glissant disait : « La différence ce n'est pas ce qui nous sépare, c'est la particule élémentaire de la relation. » Oui l'autre différent est juste le cadeau, la chance, l'opportunité, le moment, le hasard, qui m'offre la possibilité de découvrir autre chose, de découvrir mon moi différent et différemment.

Nous avons donc une mission colossale, non pas seulement de nous retourner sur nous-même, oui nous devons et pouvons nous retourner sur nous-même, non pas seulement de faire émerger cette histoire, oui nous devons et pouvons le faire, mais l'avenir nous appartient. L'avenir nous appartient, car avoir traversé cela, victimes, survivantes et survivants, avoir traversé cela, et être debout aujourd'hui encore avec une telle verticalité, cela veut dire que rien ne peut nous abattre, amis à quoi nous sert d'être invincibles, nous, si, égoïstement

nous, nous demeurons seuls. Nous avons donc à le faire comprendre, à le diffuser, et à le faire savoir.

En fin, avant de passer au point suivant, la réparation, je veux répondre à cette jeune étudiante qui s'interroge sur l'absence de statistiques ethniques, dit-on – évitez « raciales », évitez « racial » d'une façon générale. Il y a un livre, c'est Serge Romana je crois qui rappelait tout à l'heure qu'une des grandes différences entre les Etats-Unis et l'Europe en général c'est que, aux Etats-Unis, l'esclavage se pratiquait sur le même territoire, alors que pour l'Europe c'était dans les colonies bien entendu, et ça, ça déconnecte des tas de choses différentes. Aux Etats-Unis, le mot « racial » est fréquemment utilisé, parce qu'il y a de la ségrégation raciale, parce qu'il y a des lois qui reposent sur la race, mais les combats admirables, douloureux, difficiles, mais victorieux qui ont été menés même s'ils ne sont pas achevés, aux Etats-Unis, ont conduit à éliminer au moins de la législation, cette stratification sociale fondée sur la race, mais le mot « racial » est fréquemment utilisé aux Etats-Unis. Il y a des travaux de chercheurs, notamment des femmes que j'ai en tête, il y en a d'autres, extrêmement importants, pertinents, et vraiment très judicieux qui disent : « Attention, le mot race qui est utilisé constamment ne témoigne pas d'une réalité » On le sait, on le sait partout, il ne témoigne pas d'une réalité. Par contre, l'adjectif racial témoigne constamment de réalités, et qu'il y a là un piège terrible. Un livre qui s'appelle *Racecraft*¹, explique comment le fait, tout en contestant ce concept de race qui n'a pas de réalité, mais en utilisant le profilage racial, ségrégation raciale, discrimination raciale, etc, par le contour, redonne de la consistance au mot race. Aux Etats-Unis, c'est un dilemme terrible, parce qu'effectivement il existe du profilage racial, parce qu'effectivement il y a des crimes raciaux aujourd'hui encore parce qu'effectivement il y a des pratiques raciales, parce que dans les institutions, soit les plus honorables, soit les plus structurelles, structurées et structurantes dans la société, il y a des pratiques et des consignes raciales, par exemple, tout le monde connaît la crise des *subprimes*, vous savez qu'il a été établi que des banques donnaient pour consigne de privilégier ce produit financier pour la clientèle africaine-américaine, clientèle africaine-américaine qui, à la force du poignet et d'autres choses, sur plusieurs générations, arrivait en fin à accéder un peu à la classe moyenne et pouvait prétendre à des emprunts pour acquérir des logements, donc des années, peut-être des générations de combat pulvérisés par une disposition bancaire qui dit : « On sait déjà que c'est pourri, vous le donnez en priorité à la clientèle africaine-américaine. »

De même que des travaux ont montré que dans le New Deal, suite à des protestations après les premières années de New Deal, il y a eu des dispositifs introduits dans le New Deal aux Etats-Unis après la Grande Dépression, pour écarter aussi bien en terme d'indemnités agricoles, d'accès aux logements, d'intégration dans des grands programmes publics, les Africains-Américains. Il y a une réalité aux Etats-Unis, une réalité quotidienne aujourd'hui encore sur la discrimination raciale, donc c'est un piège terrible pour eux.

¹*Racecraft, The Soul of Inequality in American Life*, by [Karen E. Fields](#) and [Barbara J. Fields](#), 310 p. 2014.

Mais nous, nous n'avons pas ce piège, ne l'introduisons pas – donc, à la rigueur : « ethnique ». Pourquoi n'y a-t-il pas de statistiques ethniques ici ? Et vous dites un retard par rapport aux anglo-saxons, bon en tout cas plusieurs personnes ont dit ça : en retard par rapport aux anglo-saxons. Il n'y a pas de retard, ni d'avance, il y a des sociétés différentes, comme il y a eu des empires coloniaux différents, avec des doctrines coloniales différentes, et des résultats aujourd'hui dans les sociétés impériales, donc les métropoles impériales, et dans les sociétés qui étaient périphériques, c'est-à-dire dans les colonies, des modes d'organisation différents, donc dans les sociétés. Le Commonwealth, le Royaume Uni, dans ces sociétés-là, bien évidemment les anciennes colonies du Royaume Uni, l'organisation par communautés est liée à la doctrine coloniale et à des modes d'organisation qui ont suivi.

L'empire colonial français a fait différemment. Il a fait différemment parce qu'il y avait les Philosophes des Lumières - il n'y avait pas qu'eux, il y en avait partout - et puis on avait très très avant ça, dans tous les continents du monde, on avait des explications. Il fallait justifier cet esclavage racial, cette traite négrière, cette traite raciale, il fallait l'expliquer, donc on l'a justifiée, la philosophie a aidé, les sciences humaines ont aidé, les sciences dures soi-disant, ont aidé avec l'angle facial, la largeur du front, la muqueuse, la couleur de la peau, etc. Il a fallu justifier tout ça, mais il y a des différences car il y avait des doctrines coloniales différentes, il y avait des rapports différents entre les métropoles et leurs colonies, leurs comptoirs.

Donc on ne dit pas qu'une société est en avance par rapport à une autre. On regarde pour chacune de ces sociétés : comment au regard de l'Histoire, comment au regard de ses pratiques coloniales et de ses crimes, comment aujourd'hui elle affronte la diversité dans sa société, la pluralité de sa société. Comment elle l'affronte ? C'est ça qu'il faut regarder.

Il y a des statistiques ethniques effectivement au Royaume Uni et dans les pays anglo-saxons. Il n'y en a pas en France, parce que l'Histoire de la France est différente, et lorsque la France sort de la société profondément inégalitaire, qui était la société monarchique, le grand défi des forces progressistes est le défi démocratique et le défi social. Le défi démocratique c'est la question de sortir du droit de vote censitaire pour passer à un droit de vote universel, cela n'a pas duré longtemps, et quand ça va revenir, ça va être uniquement masculin, mais ça va être comment on pense les individus, les citoyens dans la société, et c'est comme cela que se construit la Nation française, qui en plus, encerclée par les monarchies, les monarchies autour de la France évidemment étaient hostiles à la Révolution Française, va être obligée d'inventer une nouvelle cohésion, de s'agglomérer, et donc voilà il y a des gens qui conceptualisent tout ça et qui se mettent à penser nation civique.

Interrogeons la France pour savoir si elle est une nation civique, quelle place pour les citoyennes et les citoyens que vous avez l'air de repérer à la couleur de leur peau, à leur croyance, à leur accent, à leur goût... ? Qu'est-ce qui se passe pour les citoyens que vous avez l'air de repérer ? Est-ce que la réponse est de dire : nous on va repérer ? Moi je vous

dis franchement, je ne milite pas pour les statistiques ethniques. D'abord parce que par construction intellectuelle, lorsque je réclame quelque chose, je me demande pourquoi faire. Si je demande des statistiques ethniques, c'est pour quoi faire ? Pour savoir qu'on est 5, ou 15% ? D'accord, ça veut dire quoi ? 15% du budget ? 15% des places dans les écoles ? Donc c'est la question à se poser, je ne suis pas en train de dire que les personnes qui les réclament ont tort, je dis que la question des statistiques ethniques ne peut pas se poser comme ça, comme une fin en soi, donc on peut peut-être construire à partir de cette revendication une répercussion dans l'organisation sociale qui correspondent à nos exigences de citoyenneté.

On peut peut-être le faire, mais je vois à votre moue mademoiselle que je ne vous convainc pas, mais ça n'a pas d'importance. Ce que je constate en tout cas c'est que manifestement celles et ceux qui exigent des statistiques ethniques n'ont pas encore réussi à construire un argumentaire susceptible de convaincre, donc il faut y réfléchir. Si vous êtes persuadée que c'est la voie à prendre, nourrissez-la, argumentez, documentez-la comme disait Doudou Diène tout à l'heure, documentez-la pour qu'elle fasse sens.

Moi, pour ma part, je veux que quel que soit l'enfant de ce pays, où qu'il naisse dans ce pays, quelle que soit son apparence, quelle que soit sa couleur, et même quelle que soit la condition sociale de sa famille, je veux que cet enfant ait toutes ses chances ; toutes ses chances et que, si dans vingt ans il doit être prix Nobel de littérature, prix Nobel de physique, prix Nobel de chimie, il n'y ait rien qui l'ait arrêté, aucun mécanisme systémique qui discrimine et qui ait pu l'arrêter à un moment de son parcours. Moi je veux ça, c'est-à-dire que les mécanismes d'intégration dans les services publics, et notamment celui de l'éducation. Que ces mécanismes deviennent aveugles, voilà ce que j'exige ! Non pas qu'on me voit par rapport à ma couleur, mais qu'on ne voit pas ma couleur, qu'on voit mon intelligence, qu'on voit ma volonté, qu'on voit mes talents, qu'on voit mon caractère aussi ! (Applaudissement)

J'ai abusé comme d'habitude.

Une dernière phrase pour vous mademoiselle, parce que je serai impatiente d'entendre votre argumentation élaborée sur cela, mais je veux dire simplement qu'il y a trop de gâchis, bien trop de gâchis, trop de perte depuis le bas âge et jusqu'au bout, trop, donc c'est un sujet extrêmement lourd et si nous revendiquons ça, sachons pour quoi faire. A la limite, si on le revendique, qu'on l'argumente et qu'on l'obtient, on ne tourne pas le dos, on veille à ce que ça soit appliqué.

Trop de gâchis ! Chaque personne, chaque enfant désespéré parce qu'on ne croit pas en lui, en elle, on l'oriente vers des filières manuelles, je veux juste qu'on lui donne sa chance, d'accord ? Donc c'est extrêmement lourd d'accord ? Dernier point, pardon, pardon, pardon, ah vous avez perdu votre micro pour me rappeler à l'ordre ? (rires) J'espère que vous aviez des consignes.

Maitre de cérémonie : « J'ai une consigne qui dit « On n'arrête pas Taubira » (rires, applaudissements) mais il semble que vous aviez un train à prendre donc attention... » (rires)

Christiane Taubira : C'est vrai j'ai une contrainte derrière, mais, parce que comme je vous trouve très sympathique, je ne voulais pas vous donner l'occasion d'être désagréable.

Dernier point, un point extrêmement important: c'est la réparation qui a été abordée ce matin aussi. Le crime est irréparable et disons-le haut et fort : Le crime est ir-ré-pa-ra-ble. Pas de nuance, pas d'à peu près, pas de mais, pas de si, le crime est ir-ré-pa-ra-ble, point.

Maintenant on va à la ligne, il y a quand même des choses à réparer. Pas le crime, mais il y a des choses à réparer. Alors la loi de 2001 a quand même réparé des choses. Il y a la proclamation du crime contre l'humanité qui est une réparation symbolique, et nous ne devons pas la sous-estimer. La preuve c'est que... des pays qui l'ont affirmée, il n'y a que la France et le Sénégal c'est tout. Le Sénégal, je ne sais pas pourquoi ils ont choisi le 27 Avril, mais il faut décoloniser les esprits aussi un peu là-bas. Il y a des choses à réparer, mais il faut le faire monter à la vie : il faut le faire circuler pour que les gens prennent conscience. Peut-être qu'une autre date provoquera justement une commémoration réelle. Peut-être que si les gens sont en relation avec la date, peut-être qu'ils voudront commémorer, ça fera sens vraiment.

Il y a des choses à réparer. D'abord compte tenu du mode de sortie du système esclavagiste. La question de la réparation a toujours été posée, pendant la traite négrière et l'esclavage. Elle n'a pas été seulement posée par les victimes, c'est-à-dire les personnes réduites en esclavage, elle a été posée aussi par des esprits qui contestaient l'esclavage et parmi les plus anciens, il y a Épiphane de Moirans, par exemple, qui était un moine capucin jurassien, qui, non seulement condamnait la traite et l'esclavage, condamnait les maîtres en leur disant qu'il ne va pas les faire communier car ce qu'ils font ne méritent pas la communion, et leur disait qu'il faut réparer, notamment indemniser les personnes qui toute leur vie ou depuis de nombreuses années travaillent gratuitement.

La question de la réparation a toujours été posée parce que ce n'est pas concevable. C'est ce que disait Doudou Diène tout à l'heure, et ça c'est une des incohérences, en fait plutôt un inachèvement des institutions françaises, à reconnaître le crime, et à se bloquer, à se crispier sur la question de la réparation. Non ça n'est pas possible. On reconnaît le crime, donc on affronte la question de la réparation et on regarde tout, tout, comment on est sorti du système esclavagiste : eh bien, déjà en laissant les grandes propriétés foncières à des personnes qui ne les avaient pas payées, ensuite en indemnisant les anciens maîtres, en considérant qu'ils avaient subi des pertes – entre parenthèse en imposant à la jeune république d'Haïti une rançon de l'indépendance, près de 21 ans après son indépendance conquise de haute lutte –, donc en permettant la reproduction de catégories propriétaires foncières, qu'on a obligé en plus d'investir 1/8^{ème} de l'indemnisation dans des banques, donc à devenir une

espère d'oligarchie financière, à avoir accès au pouvoir, à avoir accès aux institutions, à avoir accès aux responsabilités.

D'autres qui ont grimpé quand même parce que, grâce à l'éducation, l'obstination, il y a les descendants d'affranchis, ou d'esclaves, ou de marrons etc., qui ont grimpé un peu l'échelle sociale, mais il y a cette réalité, cette distorsion qui est visible aujourd'hui encore. C'est-à-dire, qu'il y a des lignes de fracture dans nos sociétés, différentes en Guyane, ce n'est pas la même chose. L'Etat s'était, par les ordonnances de 1825, déclaré propriétaire foncier des terres libres et vacantes. Il n'y a pas de cadastre, donc il n'y a pas d'endroit pour enregistrer, mais les terres libres et vacantes c'est à l'Etat, c'est au royaume. Résultat: l'Etat est propriétaire de 98% du territoire, c'est-à-dire que les Amérindiens ont un rapport à la terre qui fait qu'elle reste libre et vacante. Pas tout à fait vacantes, parce qu'ils les occupent, ils travaillent, mais elles restent libres. Les bushinengués c'est pareil, ils ont un rapport, en plus c'est les anciens marrons donc semi-nomades, qui se déplacent etc., donc voilà les terres étaient libres aussi.

Les créoles ruraux sont des gens qui organisent leur vie rurale, vivent de l'agriculture, les terres sont libres, et je le répète il n'y a pas de cadastre, donc même si vous avez un éclair de culture vénale : « Oh, ça, cette terre, je l'ai prise, je l'ai délimitée, elle est à moi ! Oh personne n'y touche ! Je vais déclarer ». Il n'y a pas de cadastre, donc la terre est libre, donc l'Etat s'est offert les terres libres et vacantes.

Mais dans les terres insulaires, notamment en Martinique et Guadeloupe, après l'abolition de l'esclavage, il ne restait pas beaucoup de foncier disponible. Même pour ceux qui jouaient au Loto, qui gagnaient et qui pouvaient acheter, il n'en restait pas beaucoup. Ce qui me permet de saluer d'ailleurs le travail extraordinaire de certaines communes, certaines municipalités, pour arriver à installer les gens, faire de l'assainissement, construire des logements etc. Il y a un travail phénoménal d'élus locaux, en Martinique et en Guadeloupe notamment, qui a permis, d'une certaine façon, de transcender, mais en fait de gagner un peu de temps sur cette rareté foncière, il faut régler la question de la rareté foncière. Est-ce qu'il est normal que des propriétés immenses demeurent entre les mains de... Moi je ne veux pas la guerre civile, parce que c'est inutile et puis bon la guerre c'est une des conneries monumentales inventée par les hommes depuis longtemps, des milliers d'années. Mais il y a toujours une autre solution parce que de toute façon même quand il y a la guerre, il faut en sortir, donc il faut inventer une solution à un moment donné, donc je ne veux pas la guerre civile et je ne veux pas que les citoyens soient en face des citoyens.

Mais la puissance publique peut s'interroger pour se demander qu'est-ce qu'on peut faire pour remembrer et permettre de dégager du foncier. La puissance publique peut éventuellement racheter, moi je ne dis même pas de confisquer en disant vous ne l'avez pas payée au début, mais ces personnes-là, ces familles-là sont sur ces terres-là depuis des générations. J'admets qu'ils ont valorisé le foncier, je ne proclame même pas qu'il faille les exproprier,

mais il est sans doute possible de penser les territoires, d'envisager de racheter des terres, de les remembrer et de mettre à disposition des habitants, donc ça c'est un des modes de réparation.

La réparation est un sujet et je pense que la Fondation doit arriver à l'épuiser au moins conceptuellement. Je crois que la réparation est impossible, mais je ne tolère pas l'idée qu'on dise qu'il n'y a pas de sujet, là. Il y a des choses possibles, il y a des politiques publiques, la politique foncière que je viens d'évoquer, parce que souvent on écarte complètement le sujet économique, on parle de finance, on parle de toute sorte de choses, de choses parfois aussi juste virtuelles, mais on ne parle pas de l'économie. Oui l'économie fait partie de la spoliation et oui l'économie fait partie des possibilités de réparation.

Et puis il y a des politiques publiques, ce que je vous disais tout à l'heure, c'est nous qui avons enfanté du monde contemporain. C'est cette histoire-là qui a donné, qui a précisé les contours du monde actuel. C'est cette histoire-là qui explique la présence des langues européennes en Amérique et ailleurs. C'est cette histoire-là qui explique des tas de choses.

Mais il y a surtout la créativité qui a été phénoménale, sans arrêt, donc il y a des politiques publiques qui peuvent mettre en valeur la production artistique, culturelle, dans toutes les formes d'art, dans toutes les formes d'expression, y compris ce qu'on appelle l'oraliture, c'est-à-dire y compris cette transmission qui se faisait par les conteurs, par les légendes, par les choses qui se transmettaient et qui expliquaient le monde, la société, les comportements collectifs, des attitudes individuelles et qui racontaient, faisaient émerger des figures glorieuses, etc. Il y a à mettre tout ça en valeur et ça peut faire partie de la réparation, des politiques publiques qui nous permettent de montrer à quel point nous avons enrichi le patrimoine de l'humanité.

J'en ai terminé. Merci pour votre attention, pour votre écoute, qui est une très grande qualité. Un dernier mot pour dire qu'il dépend de vous effectivement que cette Fondation soit ce que j'appelle un *moment*, c'est-à-dire une césure, on passe à autre chose, on n'est pas juste ni dans la répétition, ni dans une petite prolongation, ni dans une satisfaction d'une partie un peu plus que d'une autre...

Nous devons être dans un moment, donc il y a à inventer. Vous devrez inventer. Il y a des tas de choses qui ont été faites et qui doivent continuer à être faites. Il y a des choses à mettre en synergie, et puis il y a des choses à inventer. Nous devons inventer avec une ambition extrêmement haute. Lorsque je vous parle du monde, lorsque je vous dis que nous avons fécondé le monde, ce n'est pas pour entrer sous notre carbet. C'est pour réfléchir, penser à hauteur du monde, à l'échelle du monde, même si nous devons agir là à l'échelle de la France ou à l'échelle des départements d'Outre-Mer, mais nous devons élever l'exigence de notre pensée à l'échelle du monde.

Vous devez le faire et vous avez un président de Fondation [Jean-Marc Ayrault] qui saura entendre ça et qui acceptera de se faire bousculer, je peux en témoigner. J'ai été dans le groupe parlementaire qu'il a présidé pendant longtemps, je peux vous dire qu'il sait se faire bousculer. Il reste impavide. Quand je lui écrivais « Monsieur le Président, je ne vais pas voter ce texte de loi, parce que je n'approuve pas ». Il ne s'agissait pas d'une autre hein. « Je ne l'approuve pas, parce que j'estime que la Gauche ne doit pas faire les choses de cette façon » Au bout de trois lettres, il me dit : « Ecoute Christiane, les votes sont à main levée. Pourquoi tu m'écris ? » et je lui réponds : « Et bah justement je veux laisser des traces »

Donc je veux lui rendre hommage, parce que je veux te remercier, Jean-Marc, pour deux choses en particulier sur ce texte de loi que nous avons eu à l'Assemblée nationale en janvier 1999. Il a mis deux ans et demi à faire la navette, mais nous l'avons eu en 1999.

La première chose extrêmement importante qui a été déterminante, c'est que d'abord tu as apporté ton appui spontané, immédiat. Tu as mobilisé le groupe, et le groupe a été fendu à certains moments, parce que ce n'était pas acquis à l'unanimité, donc tu as tenu le groupe. Tu as fait plus que tenir le groupe. Lorsque le gouvernement a voulu reprendre le texte de loi, donc en faire un projet de loi, tu as tenu bon, tu as été pugnace de façon à ce que ça reste une proposition de loi, c'est-à-dire que nous gardions le gouvernail, que ça reste une action parlementaire et que nous gardions le gouvernail.

Et je pense que ça a fait une différence considérable dans le contenu, parce que souvent on oublie le contenu, on retient la reconnaissance du crime contre l'humanité, mais l'article 2 c'est sur l'enseignement, la coopération, l'obligation pour l'Etat de financer la recherche, c'est quand même ça l'article 2 ! Et les étudiants et les chercheurs doivent s'emparer de cet article 2 et dire « attendez, là ! Respectez la loi ! Financez ! Financez ! »

Bon, il y a des choses qui se font, puisque le CNMHE, je veux quand même saluer Maryse Condé, la première présidente du Comité National pour la Mémoire et l'Histoire de l'Esclavage. Je veux saluer Françoise Vergès qui a été la deuxième présidente, Myriam Cottias, qui a été la troisième présidente, toutes les trois sont sous-estimées, mais [s'adressant à Frédéric Régent, président du CNMHE] vous êtes en exercice. Toutes les trois ont donné à ce comité, d'abord son identité, sa force vitale, l'ont ouvert à l'histoire, l'ont fait franchir des étapes et ont fait appliquer cet article 2, que ce soit la « Flamme de l'égalité », que ce soit les concours et les prix de thèse.

Maintenant il faut passer à une autre dimension, à une autre échelle. Il faut que plus largement et plus transversalement dans les universités ces recherches soient faites. Moi, je rencontre des étudiantes et des étudiants qui me disent « Mes profs ont refusé mon sujet de thèse » donc il faut qu'on arrive à faire appliquer cela. La date de commémoration nationale c'est aussi dans le texte de loi. Il y avait un comité pour les réparations qui a été pulvérisé au dernier moment. J'ai peine à le dire, mais il faut qu'on se dise tout, pulvérisé au dernier mo-

ment à la demande des parlementaires des Outre-Mer. C'était dans le texte jusqu'à 48h avant le débat public, des parlementaires des Outre-Mer ont dit qu'ils ne voteraient pas s'il y a cet article sur la réparation. C'est quoi la réparation ? Ce n'était pas « mettez 3 milliards sur la table » ou pour être plus raisonnable mille milliards de milliards sur la table, ce n'était pas ça, c'était « mise en place d'un comité chargé de réfléchir au préjudice et faire des propositions de réparation », c'était ça l'article.

Donc, moi, je me suis assez disputée, j'ai dit des choses assez désagréables, je me suis assez fâchée, je me suis même réconciliée avec ces gens-là pour ne pas y revenir, mais je le dis, ce n'est pas que des blocages en noir et blanc, ce n'est pas aussi simple, car le sujet n'est pas aussi simple, donc il faudra y venir.

La deuxième chose pour laquelle je veux te remercier, Jean-Marc Ayrault, Monsieur le Premier ministre, parce que, non seulement tu as veillé à ce qu'on conduise effectivement ces travaux jusqu'au bout, mais tu as tenu à ce que symboliquement ce soit toi, en tant que président de groupe, ce qui est rarissime, qui prononce ce qu'on appelle l'explication de vote collective, c'est-à-dire que, il y a toujours un député qui est chargé – moi ça m'est arrivé de le faire –, qui est chargé d'expliquer pourquoi on va voter tel texte ou pourquoi on ne va pas le voter ; en général ce n'est pas le président de groupe, parce que c'est plutôt lui qui désigne qui va le faire. Donc tu as tenu à la faire. C'est toi qui as prononcé dans l'hémicycle l'explication de vote avec des paroles extrêmement fortes, que tout le monde peut aller retrouver dans les archives de l'Assemblée Nationale, des paroles extrêmement fortes, donc un appui sans réserve.

C'est vrai que tu t'es nourri par ta propre expérience de maire de Nantes, parce que la césure que, toi-même, tu as introduite à Nantes, parce qu'avant toi le sujet n'émergeait pas du tout, puisque la municipalité précédente ne voulait pas en entendre parler ; donc tu avais cette expérience, à la fois d'apprendre à travailler avec les associations, ensuite de prendre des responsabilités en tant qu'élu, donc personnalité politique, et puis, d'oser parler à ta propre ville, à la population nantaise et dire « Oui nous allons assumer cette histoire ». Nantes a été un port qui a assuré 40% du transport négrier aux plus belles heures, eh bien nous allons assumer cette histoire, et nous allons faire ce qu'il faut pour entendre ses résonances contemporaines. Donc bravo de l'avoir fait, merci surtout de l'avoir fait. Je pense que c'est ce même savoir-faire que tu mettras au service de la fondation et des relations avec les uns et les autres, parce que je parlais tout à l'heure de nos associations, nos individualités, nos institutions. Il faut que tout ça demeure, mais les relations ne peuvent pas être les mêmes.

La Fondation ne pourra pas avoir les mêmes relations avec des individualités qu'elle en aura avec des associations ni qu'elle aura avec des institutions. Les relations ne peuvent pas être les mêmes. Il nous faut y consentir. De même qu'il nous faut consentir à ce que les uns et les autres restent ce qu'ils sont. Les institutions fonctionnent dans un cadre juridique donné

avec des obligations, des priorités, et des modes de fonctionnement, de contrôle etc. Elles doivent être traitées à cette hauteur-là, comme il faut.

Les associations, c'est plus souple, c'est plus fluide, plus effervescent, ça doit le demeurer, parce que si les associations se mettent à fonctionner ou à vouloir être reconnues comme des institutions, donc à se figer, elles vont se momifier alors qu'il ne faut pas perdre tout le bouleversement, toute l'agitation, toutes les exigences, tous les énervements, toutes les réclamations, toutes les transgressions, ce que vous avez fait encore ce matin – on vous dit que le sujet est clos, vous prenez le micro, vous revenez sur le sujet ; on vous dit qu'on va traiter ça, vous prenez le micro et vous dites « Mais vous avez oublié ce sujet-là » ; on vous dit qu'on se met tous ensemble, qu'on additionne, vous dites « mais moi je suis jeune », c'est pour ça que je vous regarde là, vous dites « mais moi je suis jeune et ce qui est important c'est l'esclavage aujourd'hui, », et vous avez tous raison, mais restez tels que vous êtes.

Ce n'est pas une institution qui va se mettre à s'énervier comme ça dans une assistance, et si vous n'êtes pas là, on est perdus, on est fichus, on a perdu ça, donc restez tels que vous êtes et pour cela consentez à ce que la Fondation établisse un type de relation avec les sachtants, les chercheurs, histoire, sciences sociales, tout le reste, un autre type de relation avec les associations, un autre type de relation avec les institutions, un autre type de relation avec les individualités dont on a parfois besoin de la visibilité au service d'une cause, d'une action etc. Consentez à cela, mais surtout, par pitié, restez chacune, chacun ce que vous êtes, parce que c'est ce qui fait la richesse, c'est ce qui fait le dynamisme, c'est ce qui fait la source d'énergie de notre capacité à faire.

Je vais vraiment conclure en faisant miennes les paroles de Toni Morrison, parce que ça fera une liaison entre cette nécessité de faire remonter l'histoire, les faits, le passé, mais de rester vigilants et solidaires des tragédies contemporaines. Ces paroles font l'écho, donc je les fais miennes, je vous invite à les faire vôtres, ce sont les paroles de Toni Morrison qui disait : « Je suis bien décidée à neutraliser le racisme mesquin, à anéantir et à discréditer l'obsession ordinaire, facile, accessible de la couleur qui nous rappelle l'esclavage lui-même ».

Merci.